

VENTES IMMOBILIÈRES
Recueil

20 MARS 2026

TRIBUNAL JUDICIAIRE
DE SAINT-ETIENNE

VENTE
SUR LIQUIDATION JUDICIAIRE

Extrait des Minutes du Greffe du Tribunal Judiciaire de SAINT-ETIENNE

REPUBLIQUE FRANCAISE
AU NOM DU PEUPLE FRANCAIS

Le Juge de l'Exécution près le Tribunal Judiciaire de SAINT-ETIENNE, a tranché en l'audience publique du

la sentence d'adjudication suivante :

CAHIER DES CONDITIONS
DE LA VENTE
Clauses et Conditions

auxquelles seront adjugés, à l'audience de vente du Juge de l'Exécution près le Tribunal Judiciaire de SAINT-ETIENNE, au plus offrant des enchérisseurs, les biens et droits immobiliers suivants :

SUR LA COMMUNE DE SAINT-JUST-SAINT-RAMBERT (42170),
Impasse des Papillons,

Un tènement immobilier comprenant :

- Un terrain en bordure de l'Impasse des Papillons,
- Ses annexes soit un garage, une extension à usage de garage de 60m² environ, d'une piscine ainsi que ses aménagements,
- Une maison à usage d'habitation qui se compose d'un sous-sol à usage de locaux techniques (cave, chaufferie...), d'un rez-de-chaussée et d'un étage à usage d'habitation.

Figurant au cadastre rénové de ladite Commune sous les relations suivantes :

SECTION	N°	LIEUDIT	Superficie
250 AD	194	Impasse des Papillons	00 ha 06 a 83 ca
250 AD	263	Collonges Sud	00 ha 01 a 02 ca
250 AD	193	Impasse des Papillons	00 ha 04 a 84 ca

(Cf. annexes : acte de vente, matrice cadastrale, renseignements hypothécaires)

Tel que le bien existe, s'étend, se poursuit et comporte, avec toutes ses aisances, dépendances et immeubles par destination, servitudes et mitoyennetés, tous droits et facultés quelconques y attachées, sans exception ni réserve, autres que celles pouvant être le cas échéant relatées aux présentes.

Vendus à l'encontre de :

[REDACTED]
[REDACTED]
[REDACTED]
[REDACTED]

Aux requêtes, poursuites et diligences de :

La **SELARL MJ SYNERGIE - MANDATAIRES JUDICIAIRES**, Société d'exercice libéral à responsabilité limitée, ayant son siège social sis 136 cours Lafayette 69003 LYON et un établissement secondaire sis 8 rue Blanqui 42000 SAINT-ETIENNE, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de LYON sous le numéro 538 422 056, **prise en la personne Maître Fabrice CHRETIEN, agissant en qualité de Liquidateur Judiciaire de la [REDACTED]**, nommée à cette fonction suivant jugement du Tribunal judiciaire de SAINT-ETIENNE en date du 26 juillet 2019, ayant prononcé la liquidation judiciaire de [REDACTED]

Ayant pour avocat constitué **Maître Sabine MATHIEUX, SELARL UDA Avocats**, avocat à SAINT-ETIENNE (Loire) 49 Rue de la Télématique 42000 SAINT-ETIENNE, laquelle se constitue sur la présente poursuite de vente et au Cabinet de laquelle il est fait élection de domicile.

Suivant Ordonnance sur requête rendue le 25 novembre 2025 par le Juge Commissaire à la liquidation judiciaire de [REDACTED] près le Tribunal judiciaire de SAINT ETIENNE, publiée au Service de Publicité Foncière de SAINT ETIENNE, le 22 janvier 2026 sous les références Volume 2026 S n°00009.

(Cf. annexes : ordonnance du Juge Commissaire, DRSU sur formalités)

DESIGNATION DES BIENS ET DROITS IMMOBILIERS A VENDRE

Selon acte en date du 17 février 2026 dressé par la SARL AURALAW, Commissaires de justice à SAINT ETIENNE, il a été procédé à un procès-verbal descriptif des biens et droits immobiliers mis en vente, ci-après annexé, à savoir :

**SUR LA COMMUNE DE SAINT-JUST-SAINT-RAMBERT (42170),
Impasse des Papillons :**

**Un tènement immobilier constituant les lots n°4 et 5 du plan de la
« ZAC DE COLLONGES », comprenant :**

- **Une maison à usage d'habitation** élevée d'un niveau sur rez-de-chaussée et sous-sol, équipée de planchers chauffants, et composée :
 - Au Rez-de chaussée : d'un hall d'entrée, W.C, placard aménagé, un vaste séjour-salon et un espace cuisine séparé avec un bar aménagé, un cellier, un ancien garage aménagé en bureau avec mezzanine aménagée en chambre,
 - A l'étage, un couloir desservant une salle de bain avec douche à l'italienne et baignoire, W.C, et quatre chambres avec fenêtre et volets roulants
 - Un sous-sol partiellement aménagé en cave

- Ses **annexes**, soit :
 - Un garage avec 2 portes sectionnelles
 - Et à l'extérieur, une allée en béton devant la maison en état correct, une piscine hors d'état d'usage, une terrasse qui borde la maison côté Jardin, deux appentis à usage de cuisine d'été et de stockage pour le bois qui n'ont fait l'objet d'aucune déclaration et d'autorisation d'urbanisme, une pompe à chaleur.

(Cf. annexes : PVD)

Figurant au cadastre rénové de ladite Commune sous les relations suivantes :

SECTION	N°	LIEUDIT	Superficie
250 AD	194	Impasse des Papillons	00 ha 06 a 83 ca
250 AD	263	Collonges Sud	00 ha 01 a 02 ca
250 AD	193	Impasse des Papillons	00 ha 04 a 84 ca

(cf. matrice cadastrale)

Il est précisé, concernant les biens cadastrés 250 AD n°194 et 263, qu'ils sont grevés des servitudes ci-après désignées résultant de l'acte reçu le

28 août 2002 par Me DA SILVA, notaire à SAINT JUST SAINT RAMBERT, publié au Service de Publicité Foncière de SAINT-ETIENNE le 22 octobre 2002, volume 2002 P n°5675 :

Aux termes de l'acte de dépôt de pièces ci-dessus plus amplement relaté, en date du 12 juillet 1999, il a été constitué les servitudes suivantes ci-après littéralement retranscrites :

« Il est constitué sur les différentes parcelles de ZAC DE COLLONGES les servitudes ci-après :

1ent.- Servitude de passage da canalisations :

FONDS DOMINANT : Parcelle section 250 AD n°144 pour 08a69ca lieudit « Collonges »

Appartenant à Mr Mme Henri JOUSSERAND pour l'usufruit et à Monsieur Paul JOUSSERAND pour le nue propriété, en vertu de :

- acte reçu par Me. BALAY, Notaire à SAINT ETIENNE en date du 5 août et 29 septembre 1993, publié à MONTBRISON le 27 octobre 1993 Volume 1993P sous le n°4885.

- acte de donation reçu par Me. COTTIER, Notaire à St Just St Rambert en date du 27 mai 1997 et publié au bureau des hypothèques de MONTBRISON le 20 juin et 21 juillet 1997 Volume 1997P sous le n° 3203.

FONDS SERVANT :

Formant le lot NUMERO DIX SEPT de la ZAC de COLLONGES appartenant au vendeur par suite de l'acte du 27 Juillet 1998 sus relaté.

Le propriétaire du fonds servant, ainsi que tous les propriétaires successifs dudit fonds, devra supporter une servitude de passage de canalisations d'eaux usées et eau pluviale située à 1,50 mètre de la limite Sud du LOT n°17, et sur toute sa longueur, au profit du fonds dominant.

Cette servitude est constituée à titre gratuit mais est évaluée à la somme de CINQ CENTS FRANCS.

2ent.- Servitude de passage de canalisations :

FONDS SERVANT : les parcelles de terrain formant les LOTS n°7 et 6 de la ZAC de COLLONGES et ci-dessus plus amplement désignées, appartenant à la société venderesse par suite de l'acte d'acquisition en date du 27 juillet 1998 ainsi qu'il résulte de l'origine de propriété contenu dans le présent acte.

FONDS DOMINANTS : les parcelles de terrain à bâtir formant respectivement les LOTS n° 3, 4, 5, et 6 de la ZAC de COLLONGES et ci-dessus plus amplement désignées.

Le propriétaire du fonds servant, ainsi que tous les propriétaires successifs dudit fonds, supportera le passage de canalisations d'eaux usées et eau pluviale dans son terrain, telles que ces canalisations sont matérialisées sur le plan « ASSAINISSEMENTS – EAU POTABLE » joint et annexé aux présentes après mention.

Cette constitution de servitudes est réalisée à titre gratuit mais évaluée à la somme de CINQ CENTS FRANCS (500 Frs). »

(Cf Annexe Acte de propriété du 28 août 2002)

Ensuite, il est précisé, concernant le bien cadastré 250 AD n°193 qu'il est grevé de la servitude suivante résultant de l'acte reçu le 20 juin 2003 par Me DA SILVA, notaire à SAINT JUST SAINT RAMBERT, publié au Service de Publicité Foncière de SAINT-ETIENNE le 04 novembre 2003 volume 2003 P n°6174 :

CONDITIONS PARTICULIERES – RAPPEL DE SERVITUDES

Aux termes de l'acte de dépôt de pièces ci-dessus plus amplement relaté, en date du 12 juillet 1999, il a été constitué les servitudes suivantes ci-après littéralement retranscrites :

« Il est constitué sur les différentes parcelles de ZAC DE COLLONGES les servitudes ci-après :

1ent.- Servitude de passage de canalisations :

Aux présentes sont à l'instant même intervenus :

1ent.- Monsieur Henri JOUSSERAND, agriculteur et Madame Yvonne Jeannine Marie VIALLY, son épouse, demeurant à SAINT JUST SAINT RAMBERT (Loire) lieudit « Collonges »,

Nés savoir :

Monsieur à PRETIEUX (Loire) le 2 septembre 1926.

Madame à PRTEIEUX (Loire) le 25 juin 1940.

Mariés sans contrat à la mairie de PRETIEUX (Loire) le 2 juillet 1960.

Agissant e leur qualité d'usufruitiers et ici présents.

2ent.- Monsieur Paul Henry JOUSSERAND, demeurant à SAINT JUST SAINT RAMBERT (loire) lieudit « Collonges », né à MONTBRISON le 29 novembre 1960, célibataire majeur agissant en sa qualité de nue propriétaire et ici présent.

Intervenant aux présentes à l'effet de constituer la servitude suivante :

FONDS DOMINANT : Parcelle section 250 AD n°144 pour 08a69ca lieudit « Collonges »

Appartenant à Mr Mme Henri JOUSSERAND pour l'usufruit et à Monsieur Paul JOUSSERAND pour le nue propriété, en vertu de :

- acte reçu par Me. BALAY, Notaire à SAINT ETIENNE en date du 5 août et 29 septembre 1993, publié à MONTBRISON le 27 octobre 1993 Volume 1993P sous le n°4885.
- acte de donation reçu par Me. COTTIER, Notaire à St Just St Rambert en date du 27 mai 1997 et publié au bureau des hypothèques de MONTBRISON le 20 juin et 21 juillet 1997 Volume 1997P sous le n° 3203.

2ent.- Servitude de passage de canalisations :

FONDS SERVANT : les parcelles de terrain formant les LOTS n°7 et 6 de la ZAC de COLLONGES et ci-dessus plus amplement désignées, appartenant à la société venderesse par suite de l'acte d'acquisition en date du 27 juillet 1998 ainsi qu'il résulte de l'origine de propriété contenu dans le présent acte.

FONDS DOMINANTS : les parcelles de terrain à bâtir formant respectivement les LOTS n° 3, 4, 5, et 6 de la ZAC de COLLONGES et ci-dessus plus amplement désignées.

Le propriétaire du fonds servant, ainsi que tous les propriétaires successifs dudit fonds, supportera le passage de canalisations, d'eaux usées et eau pluviale dans son terrain, telles que ces canalisations sont matérialisées sur le plan « ASSAINISSEMENTS – EAU POTABLE » joint et annexé aux présentes après mention.

Cette constitution de servitudes est réalisée à titre gratuit mais évaluée à la somme de CINQ CENTS FRANCS (500 Frs)



(Cf Annexes : Acte de vente du 20 juin 2003)

Et tels au surplus que lesdits biens et droits immobiliers qui précèdent, existent, s'étendent, poursuivent et comportent, avec toutes leurs aisances, appartenances, dépendances, ensemble de tous immeubles par destination, et en particulier tout matériel pouvant avoir le caractère d'immeuble par destination, et tout droit et toute servitude pouvant y être attaché, et toute augmentation et amélioration à y survenir, sans aucune exception ni réserve.

**RENSEIGNEMENTS SUR LA DATE D'ACHEVEMENT DES
IMMEUBLES RECEMMENT CONSTRUITS**
(C.G.I. Ann. II, art. 258)

NEANT

ORIGINE DE PROPRIETE

Les biens ont été acquis auprès de la SARL TAB, immatriculée au RCS de SAINT ETIENNE sous le numéro 333 159 903 suivant acte reçu le 28 août 2002 par Me DA SILVA, notaire à SAINT JUST SAINT RAMBERT, publié au Service de Publicité Foncière de SAINT-ETIENNE le 22 octobre 2002, volume 2002 P n°5675 et acte du 20 juin 2003 par Me DA SILVA, notaire à SAINT JUST SAINT RAMBERT, publié au Service de Publicité Foncière de SAINT-ETIENNE le 04 novembre 2003 volume 2003 P n°6174.

(Cf. annexes : titres de propriété et état hypothécaire)

**REGLEMENT DE COPROPRIETE –
ETAT DESCRIPTIF DE DIVISION**

NEANT.

OCCUPATION

Il résulte du procès-verbal descriptif que le bien est occupé par Monsieur [REDACTED] associé [REDACTED] et son épouse, sans bail.

(Cf. Annexes PVD)

CLAUSES SPECIALES

A/ VENTE DANS UN IMMEUBLE EN COPROPRIETE

Dans le cas où l'immeuble vendu dépend d'un ensemble en copropriété, il est rappelé qu'en conformité avec le décret n° 67-223 du 17 mars 1967, art. 6, l'adjudicataire est tenu de notifier au syndic dès que la sentence d'adjudication sera définitive, par lettre recommandée avec avis de réception (article 63 du Décret), la désignation du lot ou de la fraction de lot, les nom, prénoms, domicile réel ou élu de l'acquéreur et le cas échéant, le mandataire commun, si cette adjudication est faite au profit de plusieurs personnes ayant constitué une société propriétaire.

Toutes les stipulations du règlement de copropriété et, le cas échéant, de ses avenants ou annexes, s'imposeront à l'adjudicataire, même en cas de divergence avec les stipulations du présent cahier des charges. Indépendamment de la notification ci-dessus, l'avis de mutation prévu par l'article 20 de la loi du 10 juillet 1965 (modifié par la loi 94-624 du 21 juillet 1994) devra être notifié au syndic de copropriété sous la responsabilité de l'Avocat poursuivant.

Cette notification devra intervenir dès la vente devenue définitive et indiquera que l'opposition éventuelle est à signifier au domicile de l'Avocat ayant poursuivi la vente.

ASSOCIATION SYNDICALE LIBRE

Il résulte du procès-verbal descriptif que la maison fait partie d'une ASL et que la cotisation annuelle est de l'ordre de 120 euros

(Cf. Annexes : PVD)

B/ RENSEIGNEMENTS D'URBANISME

Les renseignements d'urbanisme sont annexés au présent cahier des conditions de la vente ou feront l'objet d'un dire ultérieur.

(Cf Annexes Dossier de renseignement d'urbanisme)

OBSERVATIONS ET PRESCRIPTIONS PARTICULIERES

C/ SUPERFICIE

Conformément aux termes de la loi 96-1107 du 18 décembre 1996 et du décret 97-532 du 23 mai 1997 et selon mesures établies par le Cabinet d'expertise AGENCE DIAGNOSTIC IMMOBILIER,

La superficie de la maison est de **190,00 m²** (LOI CARREZ).

(Cf. dossier de diagnostic technique ci-annexé)

D/ DOSSIER DE DIAGNOSTIC TECHNIQUE UNIQUE

Conformément à l'article L 271-4 du titre 7 du livre II du code de la construction et de l'habitation, il est annexé au présent cahier des conditions de la vente, le dossier de diagnostic technique.

(Cf. dossier de diagnostic technique ci-annexé)

E/ AUTRES CLAUSES

Toutes les informations qui précèdent ont été réunies par l'Avocat poursuivant et la SELARL MJ SYNERGIE, représentée par Maître Fabrice CHRETIEN, Mandataire Liquidateur de [REDACTED] à l'aide de renseignements qu'ils ont pu se procurer, de notes ou documents desquels ils ont été puisés.

En conséquence, il ne pourra être recherché à l'occasion d'erreurs, inexactitudes ou omissions, qui pourraient s'y trouver malgré tout le soin apporté.

Il appartiendra à l'adjudicataire comme subrogé aux droits du vendeur, de se procurer lui-même tous titres établissant la propriété des lots immobiliers mis en vente ainsi que de vérifier tous autres éléments.

DROITS DE PREEMPTION OU DROITS DE SUBSTITUTION

Selon la loi n° 98-657 du 29 juillet 1998 :

Article 108 :

Le titre 1^o du livre 6 du Code de la Construction et de l'Habitation est complété par un chapitre 6 ainsi rédigé :

Dispositions applicables en matière de saisie-immobilière du logement principal.

Article L 616 :

En cas de vente sur saisie-immobilière d'un immeuble ou d'une partie d'immeuble constituant la résidence principale d'une personne qui remplit les conditions de ressources pour l'attribution d'un logement à loyer modéré, il est institué au bénéfice de la commune un droit de préemption destiné à assurer le maintien dans les lieux du saisi.

Ce droit de préemption est exercé suivant les modalités prévues par le Code de l'Urbanisme en matière de droit de préemption urbain.

En cas de vente par adjudication, lorsque cette procédure est rendue obligatoire de par la loi ou le règlement, la commune peut déléguer ce droit dans les conditions définies à l'article L 213-3 du Code de l'Urbanisme à un Office Public d'Habitation à Loyer Modéré ou Office Public d'Aménagement et de Construction.

CLAUSES ET CONDITIONS GENERALES
--

Le présent cahier des ventes s'applique à la vente des biens immobiliers régis par les articles L311-1 à L334-1 et R311-1 à R334-3 du code des procédures civiles d'exécution.

Le présent cahier des conditions de vente constitue un contrat judiciaire auquel sont tenus les candidats adjudicataires, l'ensemble des parties et leur conseil.

La vente aura lieu aux charges, clauses et conditions suivantes :

L'AUDIENCE D'ADJUDICATION AURA LIEU LE :

**JEUDI DIX HUIT JUIN DEUX MILLE VINGT SIX A
QUATORZE HEURES**

(JEUDI 18/06/2026 à 14H00)

AU PALAIS DE JUSTICE DE SAINT ETIENNE, DEVANT LE JUGE DE L'EXECUTION, SITUE PLACE DU PALAIS DE JUSTICE ,42000 SAINT ETIENNE :

L'adjudication aura lieu en **UN LOT** pardessus la mise à prix telle que fixée par l'ordonnance du juge commissaire du 25 novembre 2025 ci-après indiquée :

CENT CINQUANTE MILLE EUROS (150.000€)

Avec faculté, en cas de carence, d'une baisse de mise à prix d'un quart

La mise à prix a été fixée par Ordonnance du Juge Commissaire en date du 25 novembre 2025, après audition des parties et du contrôleur, outre les clauses et conditions du présent cahier des conditions de la vente.

EXTRAIT DU REGLEMENT INTERIEUR NATIONAL DE LA PROFESSION D'AVOCAT

Article 12 : déontologie et pratique de l'avocat en matière de vente judiciaire (modifié par DCN n° 2008-002, âgé du Conseil National du 12.12.2008 publiées au J.O par décision du 24.04.09 J au 12 mai 2009)

Dispositions communes :

12.1 l'avocat amené à rédiger un cahier des conditions de vente (saisie immobilière) ou un cahier des charges et conditions de vente (licitation) ou en matière de liquidation judiciaire, en vue de son dépôt au greffe, doit utiliser les clauses types ci-après annexées portant dispositions générales pour ces actes, sous réserve d'une modification qui serait nécessitée par une particularité tenant à la nature de l'affaire, le statut des parties, la situation des biens.

Enchères

12.2 l'avocat doit s'assurer de l'identité de son client, de sa situation juridique, et s'il s'agit d'une personne morale, de la réalité de son existence, de l'étendue de son objet social et des pouvoirs de son représentant.

L'Avocat ne peut porter d'enchères pour des personnes qui sont en conflit d'intérêts.

L'Avocat ne peut notamment porter enchères pour un même bien pour le compte de plusieurs mandants.

Lorsqu'un avocat s'est rendu adjudicataire pour le compte d'une personne, il ne peut accepter de former une surenchère au nom d'une autre personne sur cette adjudication, à défaut d'accord écrit de l'adjudicataire initial.

En cas d'adjudication d'un lot de copropriétés, il appartient à l'avocat poursuivant de le notifier au syndic de copropriété.

Chapitre 1^{er} **Dispositions générales**

Article 1^{er} - Cadre juridique

Le présent cahier des conditions de vente s'applique à la vente de biens immobiliers régie par les articles L. 642-18 et suivants et les articles R. 642-22 et suivants du code de commerce.

Article 2 - Etat de l'immeuble

L'acquéreur prendra les biens dans l'état où ils se trouvent au jour de la vente, sans pouvoir prétendre à aucune diminution de prix, ni à aucune garantie ou indemnité contre le poursuivant ou le débiteur pour dégradations, réparations, défauts d'entretien, vices cachés, vices de construction, vétusté, erreurs dans la désignation, la consistance ou la contenance alors même que la différence excéderait un vingtième, ni à raison des droits de mitoyenneté ou de surcharge des murs séparant lesdits biens des propriétés voisines, alors même que ces droits seraient encore dus et sans garantie de la nature, ni de la solidité du sol ou du sous-sol en raison des carrières et des fouilles qui ont pu être faites sous sa superficie, des excavations qui ont pu se produire, des remblais qui ont pu être faits, des éboulements et glissements de terre. En vertu des dispositions de l'article 1649 du code civil, l'acquéreur ne bénéficiera d'aucune garantie des vices cachés. L'acquéreur devra en faire son affaire personnelle, à ses risques et périls sans aucun recours contre qui que ce soit.

Article 3 - Baux, locations et autres conventions

L'acquéreur fera son affaire personnelle, pour le temps qui restera à courir, des baux régulièrement conclus. L'acquéreur pourra faire annuler les conventions qui auraient été conclues en fraude des règles du droit des entreprises en difficulté. Il tiendra compte, en sus et sans diminution

de son prix, aux différents locataires, des loyers qu'ils auraient payés d'avance ou de tous dépôts de garantie versés au débiteur et sera subrogé purement et simplement, tant activement que passivement dans les droits, actions et obligations de celui-ci.

Article 4 - Prémption et droits assimilés

Les droits de préemption ou assimilés s'imposeront à l'acquéreur conformément à la loi. Si l'acquéreur est évincé du fait de l'un de ces droits, il n'aura aucun recours contre le poursuivant à raison de "l'immobilisation des sommes par lui versées ou à raison du préjudice qui pourrait lui être occasionné.

Article 5 - Assurances et abonnements divers

L'acquéreur fera son affaire personnelle de tous contrats ou abonnements relatifs à l'immeuble qui auraient pu être souscrits ou qui auraient dû l'être, sans aucun recours contre le poursuivant et l'avocat rédacteur du cahier des conditions de vente. La responsabilité du poursuivant ne peut en aucun cas être engagée en cas d'absence d'assurance. L'acquéreur sera tenu de faire assurer l'immeuble dès la vente contre tous les risques, et notamment l'incendie, à une compagnie notoirement solvable et ce pour une somme égale au moins au prix de la vente forcée. En cas de sinistre avant le paiement intégral du prix, l'indemnité sera remise au liquidateur à concurrence du solde dû sur ledit prix en principal et intérêts. En cas de sinistre non garanti du fait de l'acquéreur, celui-ci n'en sera pas moins tenu de payer son prix outre les accessoires, frais et dépens de la vente. »

Article 6 - Servitudes

L'acquéreur jouira des servitudes actives et souffrira toutes les servitudes passives, occultes ou apparentes, déclarées ou non, qu'elles résultent des lois ou des règlements en vigueur, de la situation des biens, de contrats, de la prescription et généralement quelles que soient leur origine ou leur nature ainsi que l'effet des clauses dites domaniales, sauf à faire valoir les unes et à se défendre des autres, à ses risques, périls, frais et fortune, sans recours contre qui que ce soit.

Chapitre II - Enchères

Article 7 - Réception des enchères

Les enchères ne sont portées, conformément à la loi, que par le ministère d'un avocat postulant près le Tribunal Judiciaire devant lequel la vente est poursuivie. Pour porter des enchères, l'avocat devra se faire remettre tous éléments relatifs à l'état-civil ou à la dénomination de ses clients ainsi que s'enquérir auprès du client et sur déclaration de celui-ci, de sa capacité juridique, de sa situation juridique, et s'il s'agit d'une personne morale, de la réalité de son existence, de l'étendue de son objet social et des pouvoirs de son représentant.

Article 8 - Garantie à fournir par l'acquéreur

Avant de porter les enchères, l'avocat se fait remettre par son mandant et contre récépissé une caution bancaire irrévocable ou un chèque de banque rédigé à l'ordre du séquestre désigné, représentant 10 % du montant de la mise à prix avec un minimum de 3 000 euros.

La caution ou le chèque lui est restitué, faute d'être déclaré acquéreur. En cas de surenchère, la caution bancaire ou le chèque est restituée en l'absence de contestation de la surenchère. Si l'acquéreur est défaillant, la somme versée ou la caution apportée est remise au liquidateur pour être distribuée avec le prix de l'immeuble.

Article 9 - Surenchère

La surenchère est formée sous la constitution d'un avocat postulant près le tribunal de grande instance compétent dans les dix jours qui suivent la vente forcée. La surenchère est égale au dixième au moins du prix principal de vente. Elle ne peut être rétractée.

La publicité peut être effectuée par l'avocat du créancier poursuivant. En cas de pluralité de surenchérisseurs, les formalités de publicité seront accomplies par l'avocat du premier surenchérisseur. A défaut, le créancier ayant poursuivi la première vente peut y procéder. L'acquéreur sur surenchère doit régler les frais de la première vente en sus des frais de son adjudication sur surenchère. L'avocat du surenchérisseur devra respecter les dispositions générales en matière d'enchères. Si au jour de la vente sur surenchère, aucune enchère n'est portée, le surenchérisseur est déclaré acquéreur pour le montant de sa surenchère.

Article 10 - Réitération des enchères

A défaut pour l'acquéreur de payer dans les délais prescrits le prix ou les frais taxés, le bien est remis en vente à la demande du poursuivant ou

du liquidateur s'il n'est pas poursuivant, aux conditions de la première vente forcée. Si le prix de la nouvelle vente forcée est inférieur à celui de la première, l'enchérisseur défaillant sera contraint au paiement de la différence par toutes les voies de droit, selon les dispositions de l'article L. 322- 12 du code des procédures civiles d'exécution.

L'enchérisseur défaillant conserve à sa charge les frais taxés lors de la première audience de vente. Il sera tenu des intérêts au taux légal sur son enchère à compter du jour où la vente est devenue définitive. Le taux d'intérêt sera majoré de cinq points à l'expiration d'un délai de cinq mois à compter de la date de la première vente définitive, conformément aux dispositions de l'article L. 313-3 du code monétaire et financier. En aucun cas, l'enchérisseur défaillant ne pourra prétendre à la répétition des sommes versées.

Si le prix de la seconde vente est supérieur à la première, la différence appartiendra au liquidateur. L'acquéreur à l'issue de la nouvelle vente doit les frais afférents à celle-ci.

Chapitre III - Vente

Article 11 - Transmission de propriété

L'acquéreur sera propriétaire par le seul effet de la vente sauf exercice d'un droit de préemption, ou des droits assimilés conformément à la loi.

L'acquéreur ne pourra, avant le versement du prix et le paiement des frais, accomplir un acte de disposition sur le bien à l'exception de la constitution d'une hypothèque accessoire à un contrat de prêt destiné à financer l'acquisition de ce bien. Avant le paiement intégral du prix, l'acquéreur ne pourra faire aucun changement notable, aucune démolition ni aucune coupe extraordinaire de bois, ni commettre aucune détérioration dans les biens, à peine d'être contraint à la consignation immédiate de son prix, même par voie de réitération des enchères.

Article 12 - Versement du prix de la vente forcée

Au plus tard à l'expiration du délai de trois mois à compter de la vente définitive, l'acquéreur sera tenu impérativement et à peine de réitération des enchères de verser son prix en principal entre les mains du liquidateur, qui en délivrera reçu. L'acquéreur sera redevable d'un intérêt au taux légal à compter de l'adjudication définitive. L'acquéreur qui n'aura pas réglé l'intégralité du prix de la vente dans le délai de trois mois fixé par l'article R. 643-3 du code de commerce, supportera le coût de l'inscription du privilège du liquidateur, si bon semble au vendeur de l'inscrire, et de sa radiation ultérieure.

Article 13 - Paiement des frais de poursuites et des émoluments

Conformément à l'article 1593 du code civil, l'acquéreur paiera entre les mains et sur les quittances de l'avocat poursuivant, en sus du prix et dans le délai d'un mois à compter de la vente définitive, la somme à laquelle auront été taxés les frais de poursuites et le montant des émoluments fixés selon le tarif en vigueur, majorés de la TVA applicable.

Il fournira justificatif au greffe de la quittance des frais de la vente avant l'expiration du délai de deux mois à compter de la date de l'adjudication définitive. Le titre de vente ne sera délivré par le greffe du juge de l'exécution qu'après la remise qui aura été faite de la quittance des frais de poursuite, laquelle quittance demeurera annexée au titre de vente.

Si la même vente comprend plusieurs lots vendus séparément, les frais taxables de poursuites sont répartis proportionnellement à la mise à prix de chaque lot. »

Article 14 - Droits de mutation

L'acquéreur sera tenu d'acquitter, en sus de son prix, et par priorité, tous les droits d'enregistrement et autres auxquels la vente forcée donnera lieu. Il en fournira justificatif au greffe avant l'expiration du délai de deux mois à compter de la date de l'adjudication définitive. Si l'immeuble présentement vendu est soumis au régime de la TVA, le prix de vente est hors taxes. Dans ce cas, l'acquéreur devra verser au Trésor, d'ordre et pour le compte du vendeur (partie saisie) et à sa décharge, en sus du prix de vente, les droits découlant du régime de la TVA dont ce dernier pourra être redevable à raison de la vente forcée, compte tenu de ses droits à déduction, sauf à l'acquéreur à se prévaloir d'autres dispositions fiscales et, dans ce cas, le paiement des droits qui en résulterait sera libératoire. Les droits qui pourront être dus ou perçus à l'occasion de locations ne seront à la charge de l'acquéreur que pour le temps postérieur à son entrée en jouissance, sauf son recours, s'il y a lieu, contre son locataire. L'acquéreur fera son affaire personnelle, sans recours contre quiconque du montant et des justificatifs des droits à déduction que le vendeur pourrait opposer à l'administration fiscale.

Article 15 - Obligation solidaire des co-acquéreurs

Les co-acquéreurs et leurs ayants droit seront obligés solidairement au paiement du prix et à l'exécution des conditions de la vente forcée.

Chapitre IV - Dispositions postérieures à la vente

Article 16 - Délivrance et publication du jugement

L'acquéreur sera tenu de se faire délivrer le titre de vente et, dans les deux mois de sa date ou, en cas d'appel, dans les deux mois de l'arrêt confirmatif, de le publier au service de la publicité foncière dans le ressort duquel est situé l'immeuble mis en vente, et de notifier au poursuivant l'accomplissement de cette formalité, le tout à ses frais. Lors de cette publication, l'avocat de l'acquéreur sollicitera la délivrance d'états sur formalité. Ces états sont obligatoirement communiqués au liquidateur.

A défaut de l'accomplissement des formalités prévues aux paragraphes précédents, dans le délai imparti, l'avocat du poursuivant pourra procéder à la publication du titre de vente, le tout aux frais de l'acquéreur. A cet effet, l'avocat chargé de ces formalités se fera remettre par le greffe toutes les pièces prévues par les articles 22 et 34 du décret n° 55-22 du 4 janvier 1955 ; ces formalités effectuées, il en notifiera l'accomplissement et leur coût à l'avocat de l'acquéreur par acte d'avocat à avocat, lesdits frais devront être remboursés dans la huitaine de ladite notification. »

Article 17 - Entrée en jouissance

L'acquéreur, bien que propriétaire par le seul fait de la vente, entrera en jouissance :

a) Si l'immeuble est libre de location et d'occupation ou occupé, en tout ou partie par des personnes ne justifiant d'aucun droit ni titre, à l'expiration du délai de surenchère ou en cas de surenchère, le jour de la vente sur surenchère ;

b) Si l'immeuble est loué, par la perception des loyers ou fermages à partir du premier jour du terme qui suit la vente forcée ou en cas de surenchère, à partir du premier jour du terme qui suit la vente sur surenchère ;

c) Si l'immeuble est loué partiellement, l'entrée en jouissance aura lieu pour les parties libres de location selon le paragraphe a ci-dessus et pour les parties louées selon le paragraphe b du présent article.

L'acquéreur fera son affaire personnelle, sans recours envers qui que ce soit, de toutes expulsions nécessaires et bénéficiera des indemnités d'occupation qui seraient dues, le tout, sans préjudice pour le liquidateur judiciaire et pour l'adjudicataire qui en tient les droits ès-qualités de solliciter la nullité du bail sur le fondement de l'article L. 632-1, 2°, 3° ou 4° du code de commerce ci-dessous rappelés :

« 2° Tout contrat commutatif dans lequel les obligations du débiteur excèdent notablement celles de l'autre partie ;

3° Tout paiement, quel qu'en ait été le mode, pour dettes non échues au jour du paiement ;

4° Tout paiement pour dettes échues, fait autrement qu'en espèces, effets de commerce, virements, bordereaux de cession visés par la loi n° 81-1 du 2 janvier 1981 facilitant le crédit aux entreprises ou tout autre mode de paiement communément admis dans les relations d'affaires ».

S'il se trouve dans les lieux, pour quelque cause que ce soit, un occupant sans droit ni titre, l'acquéreur fera son affaire personnelle de toutes les formalités à accomplir ou action à introduire pour obtenir son expulsion, sans recours quelconque contre les vendeurs ou le poursuivant.

L'acquéreur peut mettre à exécution le titre d'expulsion dont il dispose à l'encontre du débiteur, et de tout occupant de son chef n'ayant aucun droit qui lui soit opposable, à compter de la consignation du prix et du paiement des frais taxés.

Article 18 - Contributions et charges

L'acquéreur supportera les contributions et charges de toute nature, dont les biens sont ou seront grevés, à compter de la date du prononcé du jugement d'adjudication. Si l'immeuble vendu se trouve en copropriété, l'adjudicataire devra régler les charges de copropriété dues, à compter de la date du prononcé du jugement d'adjudication. En ce qui concerne la taxe foncière, il la remboursera au prorata temporis à première demande du liquidateur et sur présentation du rôle acquitté.

Article 19 - Titres de propriété

Le titre de vente consiste dans l'expédition du cahier des conditions de vente revêtu de la formule exécutoire, à la suite de laquelle est transcrit

le jugement d'adjudication. Le poursuivant n'ayant en sa possession aucun titre antérieur, l'acquéreur n'en pourra exiger aucun, mais il est autorisé à se faire délivrer à ses frais, par tous dépositaires, des expéditions ou extraits de tous actes concernant la propriété.

Article 20 - Purge des inscriptions

La consignation du prix et le paiement des frais de la vente purgent de plein droit l'immeuble de toute hypothèque et de tout privilège dans les conditions prévues par le code de commerce en matière de liquidation judiciaire. L'acquéreur peut alors demander au juge de l'exécution la radiation des inscriptions grevant l'immeuble. En ce cas, l'acquéreur sera tenu d'avancer tous frais de quittance ou de radiation des inscriptions grevant l'immeuble dont il pourra demander la collocation au liquidateur, au titre des dispositions de l'article 2375, 1° du code civil. « A défaut, le liquidateur judiciaire doit solliciter la radiation conformément à l'article R. 643-8 du code de commerce. »

Article 21 - Election de domicile

Le poursuivant élit domicile au cabinet de l'avocat constitué. L'acquéreur élit domicile au cabinet de son avocat par le seul fait de la vente. Les domiciles élus conserveront leurs effets quels que soient les changements qui pourraient survenir dans les qualités ou l'état des parties.

Chapitre V - Clauses spécifiques

Article 22 - Immeubles en copropriété

L'avocat du poursuivant devra notifier au syndic de copropriété l'avis de mutation prévu par l'article 20 de la loi du 10 juillet 1965 (modifiée par L. n° 94-624 du 21 juillet 1994). Cette notification devra intervenir dans les quinze jours de la vente devenue définitive et indiquera que l'opposition éventuelle, tendant à obtenir le paiement des sommes restant dues par l'ancien propriétaire, est à signifier au domicile de l'avocat poursuivant.

L'avocat de l'acquéreur, indépendamment de la notification ci-dessus, dans le cas où l'immeuble vendu dépend d'un ensemble en copropriété, en conformité avec l'article 6 du décret n° 67-223 du 17 mars 1967, est tenu de notifier au syndic dès que la vente sera définitive, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, la désignation du lot

ou de la fraction de lot, les nom, prénom, domicile réel ou élu de l'acquéreur.

Article 23 - Immeubles en lotissement

L'avocat du poursuivant devra notifier au représentant légal de l'Association syndicale libre ou de l'Association syndicale autorisée l'avis de mutation dans les conditions de l'article 20 de la loi n° 65-557 du 10 juillet 1965 conformément à l'ordonnance n° 2004-632 du 1er juillet 2004. Cette notification devra intervenir dans les quinze jours de la vente devenue définitive et indiquera que l'opposition éventuelle, tendant à obtenir le paiement des sommes restant dues par l'ancien propriétaire, est à signifier au domicile de l'avocat poursuivant.

Ainsi fait et dressé par :

Maître Sabine MATHIEUX
Avocat poursuivant



A SAINT-ETIENNE, le 20/03/2026

UDA - AVOCATS
SELARL UNITE DE DROIT DES AFFAIRES
49 rue de la Télématique - 42000 SAINT ETIENNE
T 04.77.49.65.65. - F 04.77.49.65.66.
contact@uda-avocats.com

ANNEXES :

1. Extrait K BIS de [REDACTED]
2. Titres de propriété du 28/08/2002 et du 20/06/2003
3. Ordonnance sur requête du Juge Commissaire du 25 novembre 2025 et notifications
4. Matrice cadastrale
5. Plan cadastral
6. DRSU hors formalités
7. DRSU sur formalités
8. Procès-verbal descriptif
9. Diagnostics techniques